

Le pouvoir aux travailleurs

22 juin 2013

N° 192

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

| <u>SOMMAIRE</u> | PAGES |
|---|--------|
| <u>EDITORIAL :</u> | |
| - NON A LA DESTRUCTION DE NOS QUARTIERS !..... | 2 |
| - UN CONFLIT FONCIER RURAL PARMIS TANT D'AUTRES..... | 3 |
| - LES FORCES ARMÉES INCAPABLES FACE À L'INSÉCURITÉ GRANDISSANTE..... | 3 - 4 |
| - TOUS LES PRIX AUGMENTENT SAUF LES SALAIRES..... | 4 |
| - SCANDALES ALIMENTAIRES RECURRENTS : LAXISME DE L'ÉTAT ET COURSE AU PROFIT..... | 4 - 5 |
| - SATOCI-MAGASIN : LES CONDITIONS DE TRAVAIL D'UNE AUTRE ÉPOQUE..... | 6 |
| - SNBI : LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE EST BARBARE ET REVOLTANTE ! | 6 - 7 |
| - SICOGI PK 18 : DES TRAVAILLEURS ORGANISÉS FONT RECULER LE PATRON..... | 7 - 8 |
| - DARLING : DES CONDITIONS DE TRAVAIL DIGNES DE L'ESCLAVAGE ! | 8 |
| - MALI : APRÈS L'ACCORD DE OUAGA, QUELLE PAIX ?..... | 9 - 10 |

NON A LA DESTRUCTION DE NOS QUARTIERS !

Le gouvernement a décidé de raser une cinquantaine de quartiers « *précaires* », pour ne pas dire des bidonvilles, dans lesquels nous nous entassons à défaut d'avoir mieux.

Le prétexte avancé est que ces quartiers constitueraient des « *zones à risque* ». Mais quand bien même cela pourrait être vrai, pourquoi devrions-nous être chassés de nos pauvres habitations qui jouxtent nos lieux de travail alors qu'avec nos maigres salaires nous ne pouvons ni payer le prix du transport, ni un loyer convenable? Rien que pour ces deux dépenses, il nous faudrait 25 milles francs pour l'un et 100 milles francs pour l'autre. Aujourd'hui, nos salaires vont de 30 milles francs à 80 milles francs environ. Qu'ils commencent donc par relever nos salaires, par construire des logements pour nous accueillir !

Est-ce qu'eux les riches, ils accepteraient que nous les pauvres nous arrachions leurs belles villas spacieuses dans lesquelles ils vivent à quelques-uns, là où plusieurs des nôtres pourraient loger à l'aise, parce que nous autres, nous manquons d'espace, d'eau et d'électricité dans nos taudis pourris? Bien sûr qu'ils ne l'accepteraient pas. Sauf si nous réussissons à nous imposer de force, sur quoi on aurait mille fois raisons ! Pourquoi nous autres qui faisons tourner les machines, qui construisons les maisons, qui conduisons les bus, qui réparons les véhicules, qui déchargeons les bateaux, en un mot, qui faisons finalement tourner l'économie, devrions-nous accepter de vivre dans la misère et dans les taudis, alors que la richesse est étalée là devant nos yeux !

Nous avons aucune raison d'accepter qu'ils viennent impunément détruire nos logis, quelle qu'en soit le prétexte ! Bien sûr, comme à leur habitude, ils useront de la force armée pour nous chasser. Mais nous pouvons faire en sorte qu'ils trouvent des gens face à eux. Nous autres, pour nous défendre, nous n'avons, bien entendu, ni militaires, ni policiers, ni gendarmes, ni chiens, comme eux. Mais nous avons, pour nous, bien plus que ça : nous avons notre nombre ! Plus de 50 quartiers sont menacés de destruction. Cela représente plusieurs milliers de familles. C'est une force, si elle est organisée et elle peut compter sur le soutien et la solidarité d'une grande partie des travailleurs qui partagent cette vie de misère.

L E U R S O C I E T E

UN CONFLIT FONCIER RURAL PARMIS TANT D'AUTRES

Dans la région de la Marahoué, face à la croissance démographique, les terres villageoises sont devenues insuffisantes. De ce fait, le problème foncier devient de plus en plus aigu. Par le passé, les jeunes, pour trouver des terres à cultiver partaient dans les régions forestières. Il en était de même pour les vieux qui après la retraite revenaient à la terre. Aujourd'hui, comme le même problème de terre se pose un peu partout, cette option est de moins en moins envisageable. La plupart des personnes se rabattent sur le village et font prévaloir la primauté de leur droit sur telle ou telle portion de terre et ainsi les conflits n'en finissent pas.

Dans la Marahoué, il y a un village du nom de "Flayala" ou en français "Trois villages" qui est habité par des Gouro. Pensant avoir plus de droit que leurs voisins baoulés sur les terres environnantes, ils ont entrepris des raids contre leurs campements

pour les en chasser. En représailles, les baoulés avec du renfort ont organisé une opération punitive contre le village, mettant à feu des cases et en dispersant les habitants.

Ailleurs, dans le village de Manfla, un village formé par le regroupement de 7 villages dans la sous-préfecture de Gohitafla, l'un des villages qui voulait lotir de nouveaux terrains pour s'agrandir, s'est trouvé d'abord confronté à d'autres villages pour la propriété desdits terrains. Dans le même village, les disputes sur des terrains sont quotidiennes.

Un Etat au service des travailleurs et des paysans pauvres pourrait agir dans le sens de la mise en valeur commune de la terre. Il pourrait mettre du matériel agricole mécanisé à la disposition des paysans, à gérer de façon collective entre toutes les communautés. Un tel Etat reste à construire.

LES FORCES ARMÉES INCAPABLES FACE À L'INSÉCURITÉ GRANDISSANTE

Des bandes de jeunes voyous sévissent à Abobo en toute liberté. Armés de machettes, de couteaux, de bouteilles brisées ou de gourdins, ils s'attaquent à quiconque à la malchance de se trouver sur leur chemin pendant leurs opérations. Ainsi, ils agressent, braquent, volent en toute impunité. Ils sont très violents et n'hésitent pas à se servir de leurs armes contre quiconque tente de leur résister. Un gérant de cabine téléphonique est mort à Abobo des suites de ses blessures après avoir été tailladé à la machette, alors qu'il essayait de protéger son gagne-pain. S'ajoute à cela des cas d'agressions fréquentes dans des taxis et même

dans des gbakas. L'insécurité s'est en un mot généralisée, et les populations vivent perpétuellement la peur au ventre, car une agression peut survenir n'importe où et n'importe quand.

Il n'y a pas longtemps, le gouvernement pour soit disant lutter contre ce fléau a mis en place une unité d'élite, le CCDO venant s'ajouter aux précédentes. Mais force est de constater que toutes ces forces sont complètement inefficaces face à la montée de l'insécurité. On les voit parader un peu partout à travers la ville d'Abidjan, armés jusqu'aux dents dans des véhicules blindés à faire peur. Mais comme par hasard, ils ne sont jamais là où les gens se font agresser.

L E U R S O C I E T E

Le développement de la délinquance et de la violence est un phénomène social lié à l'explosion du chômage. Parmi ces jeunes qui basculent dans le petit banditisme il y en a beaucoup qui seraient prêts à

gagner leur vie honnêtement en travaillant.

Il est indispensable pour les travailleurs de contraindre les patrons à embaucher en diminuant le temps de travail et en le répartissant entre tous.

TOUS LES PRIX AUGMENTENT SAUF LES SALAIRES.

Le prix du riz a connu récemment une nouvelle hausse. Le riz constituant la nourriture de base des populations, cette énième augmentation réduit encore le pouvoir d'achat déjà faible des travailleurs et des classes pauvres.

Avant le riz, il y a eu la hausse des factures d'électricité pour les foyers les plus pauvres. Le prix du gaz a aussi connu quant à lui une hausse significative récemment, sans compter le prix des légumes et des fruits qui ne cessent d'augmenter. Ce sont finalement les produits de grande consommation qui subissent régulièrement des hausses.

Manger à sa faim, c'est le droit le plus élémentaire de tout être humain. Pour vivre en tant qu'homme, c'est-à-dire penser, réfléchir, travailler, il faut avoir quelque chose dans l'estomac. Mais c'est à ce droit élémentaire que les riches ne cessent de s'en prendre, rendant du coup la vie plus difficile aux populations pauvres. Ils agissent ainsi parce qu'ils ne craignent pour le moment aucune réaction vigoureuse de la part des populations. Et si la situation reste en l'état, on peut-être sûr qu'ils continueront leurs attaques contre le pouvoir d'achat des pauvres.

SCANDALES ALIMENTAIRES RECURRENTS : LAXISME DE L'ÉTAT ET COURSE AU PROFIT

Au début du mois, des riverains du département de Jacqueville et de Dabou ont découvert de gros poissons d'eau profonde morts. Le préfet de région a aussitôt pris la décision d'interdire la consommation et la pêche des poissons de lagune.

Deux semaines plus tard, les résultats des analyses ne sont toujours pas connus. Et comme l'indique les « *forces de l'ordre* » qui doivent faire respecter l'interdiction de pêcher ou de consommer le poisson, ils sont à peine une soixantaine sans aucun moyen de déplacement afin de rallier les différents sites. Du coup, ce n'est même pas sûr que les populations

dont c'est l'unique source de revenus respectent cette interdiction.

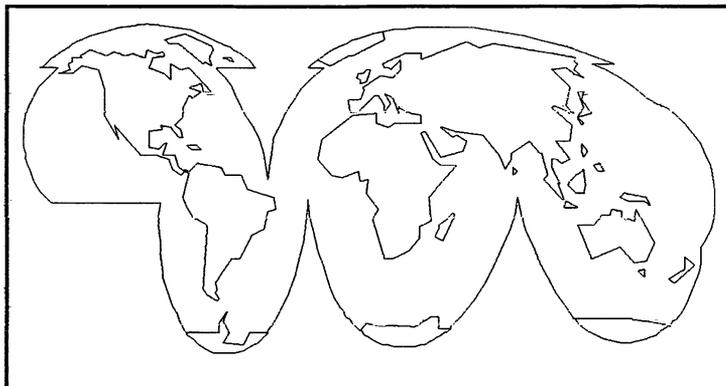
En début de ce même mois, c'étaient encore deux tonnes de viande toxique qui étaient retirées du marché à Bouaké. Mais combien d'autres ont échappé aux services d'hygiène ? Ou encore, il y a eu le scandale du riz toxique ou de l'huile toxique sur le marché. Quelles quantités ? Où est-ce que cela a été vendu ? Ces questions restent généralement sans réponse.

Tous ces scandales prouvent bien que l'Etat ne contrôle pas grand-chose. Quant aux capitalistes, ils sont prêts à tout pour faire des profits quitte à empoisonner la population.

L E U R S O C I E T E

Tous ces gens au pouvoir qui se nourrissent de produits importés n'ont que mépris pour les populations

pauvres qui eux n'ont pas d'autres choix que d'acheter ces produits qui sont vendus bien moins chers !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**UNISSONS-NOUS !**

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SATOCI-MAGASIN : LES CONDITIONS DE TRAVAIL D'UNE AUTRE ÉPOQUE

Satoci est une entreprise avec plusieurs branches d'activité. Elle fabrique, entre autres choses, du papier hygiénique et des cahiers. Elle a aussi une branche nutritionnelle qui fabrique des biscuits et autres dérivés. Elle dispose d'un dépôt de de stockage situé dans la zone industrielle de Yopougon. Ci-dessous le témoignage d'un travailleur.

« Notre travail consiste à emmagasiner les articles produits dans les différentes usines de l'entreprise. Nous travaillons 6 jours sur 7, de 8 heures à 17 heures avec une heure de pause. Mais tant qu'il y a des camions à décharger et surtout à charger, nous n'avons aucun repos. Quand, par exemple, nous chargeons des cartons de cahiers, au bout d'une heure, on n'en peut plus, tellement les charges pèsent lourdement. Mais les chefs refusent qu'on fasse, ne serait-ce qu'un petit arrêt pour reprendre nos forces. Et comme nous manutentionnons à la chaîne, alignés les uns à côté des autres, en file indienne, même si vous êtes fatigués, pas moyen de se reposer. Il faut suivre la cadence. Et les chefs y veillent.

Il y a trois catégories de travailleurs dans le magasin. Il y a des travailleurs embauchés. Ceux-là, bénéficient d'une protection sociale en cas d'accident ou de maladie. Ensuite,

il y a ceux qu'on appelle les mensuels. Leur seul "privège" est qu'ils sont régulièrement au travail et sont payés à la fin du mois.

Quant aux journaliers, ils sont recrutés chaque début de semaine et subissent une exploitation encore plus grande. A longueur de journée, ceux-là soulèvent des charges lourdes. En cas de maladie, comme c'est le cas, par exemple d'un collègue qui souffre d'un mal de dos, ils sont livrés à eux-mêmes.

La rémunération est très dérisoire, 1500F par jour du lundi au vendredi et 1000F le samedi, parce que nous arrêtons le travail à 12 heures. Dans les 1500F ou 1000 F, toutes les indemnités, même le transport (qui fait à lui seul 833 frs par jour), y sont comprises. Ce qui signifie que les jours ouvrables, nous touchons 623F et, pour les 4 heures de travail le samedi, 123 F ».

Avec un tel salaire, comment ne pas habiter dans les bidonvilles qui entourent cette zone industrielle que les pouvoirs publics veulent détruire ! De plus, le cas de ces ouvriers de Satoci ne sont pas isolés. Loin de là. A quelques différences près, ce sont tous les travailleurs, embauchés, mensuels ou journaliers qui vivent une situation qui se dégrade de jour en jour.

SNBI : LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE EST BARBARE ET REVOLTANTE !

La SNBI (Société de Négoce du Bois Ivoirien) est située dans la zone industrielle de Yopougon. C'est une usine qui fabrique et vend du matériel dérivé du bois. Voici le témoignage d'un ouvrier sur les conditions de travail dans cette entreprise.

« Je suis entré à la SNBI il y a un peu plus de 2 ans en qualité de

journalier. J'ai été affecté à la section spécialisée dans la fabrication du contreplaqué. Nous travaillons de façon régulière tous les jours, même les dimanches avec un pointage de 300F de l'heure. Pendant cette période où j'étais journalier, comme tous les autres journaliers, on ne payait pas les

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

heures supplémentaires ni des primes de nuits.

C'est presque un an après, quand je fus promu malaxeur de colle, que j'ai signé mon premier contrat de trois mois. La direction nous fait signer des contrats pendant l'heure de travail. Ce qui ne nous permet pas de lire correctement le contenu du contrat. Une fois signé, elle nous promet une copie en double, qu'on ne reçoit jamais. Après la signature du contrat, j'avais un nouveau programme de travail qui était de : une semaine de nuit qui commence de 19 heures à 7 heures et une semaine de jour, de 7 heures à 19 heures.

Le travail de malaxeur consiste à mélanger de la sciure de bois avec de la colle qui est un produit chimique très toxique. La pâte ainsi obtenue sert à coller des feuilles émincées de bois pour donner le produit final qu'est le contreplaqué que vous voyez dans les magasins. Ce travail, nous le faisons avec des mesures de protection très insuffisantes, car, comme je l'ai dit, la colle est très très toxique.

En 2012, alors que je travaillais de nuit, j'ai eu des malaises et j'ai commencé à cracher du sang. Le lendemain, je me suis rendu à l'hôpital

pour me faire examiner. A mon retour à l'usine, quand j'ai donné le résultat de mon examen à mon chef de service, il m'a dit qu'on me soupçonne d'être malade de la tuberculose et qu'on ne veut plus de moi dans l'entreprise.

J'ai saisi l'inspection de travail qui a condamné la direction à me reprendre, et à s'occuper de ma santé. C'est ce qu'elle a fait durant un peu plus d'un mois, jusqu'au terme de mon contrat de trois mois. Depuis ce jour, je suis livré à moi-même, sans soins, alors que je continue à cracher de temps en temps du sang et j'ai des poumons enflés. Je ne suis pas le premier cas dans l'entreprise. Mais la direction se débarrasse de nous une fois que le contrat arrive à terme. Et quand un travailleur a recours à l'inspection du travail, ça ne donne rien ».

Combien de travailleurs mènent cette vie de forçat, en y laissant en plus leur santé. Dans ce cas-ci, il n'est même pas exagéré de dire que le capitaliste ne s'enrichit pas seulement de la sueur des travailleurs mais aussi de leur sang ! Œuvrer pour mettre fin à ce système barbare, c'est œuvrer pour le salut de l'humanité.

SICOGI PK 18 : DES TRAVAILLEURS ORGANISÉS FONT RECULER LE PATRON

Les travailleurs du chantier Covec sise à PK 18 dans la commune d'Abobo ont marqué un arrêt de travail ce vendredi 21 juin 2013, pour protester contre les mauvais comportements de leurs patrons.

En effet, les employeurs chinois qui ont le contrat pour la construction de cette opération immobilière de la Sicogi, ont l'habitude de frapper les travailleurs comme s'ils avaient affaire à des gamins ou à des esclaves. Mais

ce sont les travailleurs qu'on accuse d'être violents, voleurs ou insoumis. Pour un oui ou pour un non, c'est le renvoi, alors que certains travailleurs ont plus de deux ans d'ancienneté.

Le jeudi 20, l'un des petits chefs, non seulement, insulte un travailleur mais il se jette sur ce dernier pour se bagarrer. Au même moment, un groupe de travailleurs accusé de légèreté, est mis à la porte parce que

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

la veille, ils ont fait un accident avec leur machine.

C'est ce double événement qui a mis de l'huile sur le feu. « *Trop c'est trop, il faut qu'on se fasse entendre par la direction qui pense être le seul à bord de ce bateau* ». C'est sur ces mots que les travailleurs se sont séparés le jeudi soir après avoir voté à l'unanimité un débrayage pour le lendemain.

Le vendredi très tôt le matin, ils se sont réunis pour voir si l'ensemble était pour la décision de la veille. A part quelques hésitants qui voulaient tenter de reprendre le travail, la majorité était pour. Ils n'ont pas eu de mal dissuader ceux qui voulaient travailler. Pour porter un réel coup aux patrons, les travailleurs ont démarré le travail mais 30 minutes plus tard le débrayage a commencé alors que le ciment pour l'enduit était mouillé ainsi que le béton pour la dalle.

La direction constatant l'arrêt total sur tout le chantier a voulu engager la négociation pour sauver leur ciment. Mais les travailleurs qui en avaient ras-le bol ont dit qu'ils attendent la présence de leurs responsables syndicaux. Finalement, la rencontre n'a débuté qu'à 12h45 minutes pour prendre fin à 16 h. Les travailleurs exigent l'arrêt immédiat des renvois (il y a eu 12 travailleurs renvoyés en l'espace de 15 jours), le paiement des arriérés durant 4 mois. La direction s'est engagée à ne plus renvoyer abusivement.

Mais les travailleurs ne sont pas dupes de croire que le patron respectera quelques engagements que ce soient tant qu'il n'est pas surveillé de près. Le seul gage pour les travailleurs, c'est leur organisation et leur détermination à défendre leurs intérêts collectivement.

DARLING : DES CONDITIONS DE TRAVAIL DIGNES DE L'ESCLAVAGE !

Darling du nom des mèches synthétiques qu'elle fabrique est une usine qui emploie environ 1000 salariés et qui est située à la zone industrielle de Yopougon. Elle comprend deux unités de production.

Dernièrement, une ouvrière a dû partir suite aux pressions exercées sur elle par la Direction. Elle n'arrivait plus à faire la production demandée.

D'année en année, la production augmente de telle sorte qu'il est de plus difficile aux anciens, usés par les mauvaises conditions de travail, de suivre le rythme. Même les jeunes ont dû mal, tellement les cadences sont élevées, pour satisfaire l'appétit des patrons. Par exemple, il y a de cela 4 ans, la production était de 60 000 m de mèches puis elle est passée à 70 000

m avant de grimper à 80 000. Ensuite, ce fut 90 000 et même 100 000 m pour certains aujourd'hui.

Quant aux conditions de travail, les tabourets sur lesquels les travailleurs s'asseyent, ne sont pas adaptés. Impossible de s'adosser pour épargner le dos. En plus, il s'est ajouté l'interdiction de quitter son poste avant l'heure de la pause. Les chaussures de sécurité, les cache-nez ne sont pas en bon état ou souvent inexistantes.

Mais ceci est le dernier souci des patrons. Ces derniers, pour faire carburer les travailleurs, payent une prime de production dérisoire. Cette cadence de travail infernal mine la santé des travailleurs. Il est temps que cela cesse.

| |
|---|
| MALI : APRÈS L'ACCORD DE OUAGA, QUELLE PAIX ? |
|---|

Le 18 juin, après 11 jours de négociation, l'Etat malien et deux mouvements touaregs (le MNLA et le HCUA, Haut conseil pour l'unité de l'Azawad) ont signé à Ouagadougou un « accord préliminaire » pour permettre le déroulement de la future élection présidentielle à Kidal et dans ses environs, jusque-là sous le contrôle des troupes du MNLA.

Certains n'ont pas hésité à qualifier cet accord d'« historique », d'autres ont déclaré qu'il s'agit d'une « avancée majeure vers la paix ». Ce sont des mots qui ne signifient pas grand-chose. Tout d'abord il ne s'agit-là que d'un accord « préliminaire », c'est-à-dire provisoire, où il n'est question ni de désarmement de la rébellion ni d'engagements de l'Etat malien à répondre aux revendications des mouvements touaregs. Tout est remis pour « plus tard », c'est-à-dire après l'élection présidentielle dont le premier tour est prévu pour le 28 juillet. Ce sera au nouveau président malien issu de cette élection d'envisager la signature d'un accord « global et définitif de paix ».

De plus, même provisoire, cet accord n'engage qu'une partie de la rébellion armée. Quant aux groupes islamistes du Mujao, d'Ansar Dine et autres mouvements salafistes partisans de la charia, ils sont toujours dans la nature. Dans ces conditions, parler d'accord historique ou d'avancée majeure vers la paix est, on ne peut, plus exagéré.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que les autorités maliennes signent un tel genre d'accord avec le mouvement touareg. Le 6 janvier 1991 le gouvernement malien représenté par son chef d'état-major et le MPA (Mouvement populaire de l'Azawad représenté par son dirigeant Iyad Ag Ghali) signent l'accord de Tamanrasset en Algérie. Mais à peine quatre mois après, il est rompu avec l'attaque de la ville de Tonka le 10 mai

1991 par une autre branche du mouvement nationaliste touareg. Le 11 avril 1992, un « Pacte national » est signé entre le gouvernement malien et divers mouvements touareg regroupés au sein d'une coordination des MFUA (Mouvements et Front unifiés de l'Azawad). Quelques années plus tard (le 27 mars 1996) a lieu la cérémonie dite de « la flamme de la paix » à Tombouctou, au cours de laquelle des armes appartenant à des rebelles sont symboliquement détruites. Cela n'a nullement mis fin à la rébellion. De nouvelles négociations aboutirent à la signature d'un nouvel accord à Alger, le 4 juillet 2006.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, la rébellion a repris avec cette fois-ci, un armement plus conséquent provenant de la débâcle du régime du dictateur libyen Kadhafi. Aux mouvements nationalistes touaregs se sont ajoutés des groupes de fanatiques islamistes. Ils ne se sont pas cantonnés à des actions militaires contre les casernes et les garnisons de l'armée malienne mais ont pris le contrôle de plusieurs villes importantes du nord, en imposant des lois islamiques moyenâgeuses. Il a fallu l'intervention des troupes de l'ancienne puissance coloniale pour que l'Etat malien reprenne le contrôle de ces villes. Il restait à reprendre Kidal des mains du MNLA mais malgré les fanfaronnades du gouvernement et des généraux maliens, ils ne sont pas en mesure de le faire sans l'appui de l'armée française.

Aujourd'hui on vient de signer l'accord de Ouaga mais combien de temps durera-t-il ? Quelques semaines, quelques mois ? Le président intérimaire du Mali s'est dit fier d'avoir « libéré Kidal » et d'avoir permis à l'Etat malien de recouvrer « l'intégrité de sa souveraineté nationale ». Les autres présidents avant lui avaient dit à peu près la même chose

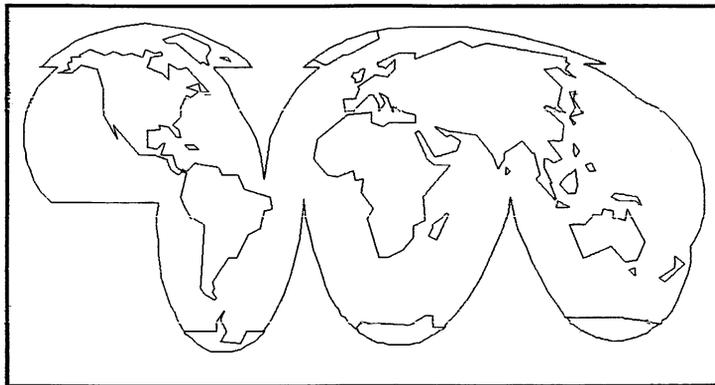
après la signature des précédents accords mais on sait ce qu'il en est advenu.

A Bamako, à l'approche de l'élection présidentielle, on assiste à une sorte de surenchère nationaliste entre les différents candidats. C'est à celui qui se montrera le plus farouche défenseur de l'intégrité nationale. Certains vont jusqu'à reprocher à Dioncounda d'avoir accepté de négocier avec le MNLA. Il y en a qui lui reprochent d'avoir accepté trop docilement les ordres venus de Paris. Cette surenchère nationaliste trouve un écho favorable au sein d'une partie de la population de même qu'au sein de l'armée, tout au moins parmi les cadres intermédiaires et les soldats du rang. C'est dans ce milieu-là que le capitaine Sanogo avait trouvé ses partisans pour renverser l'ex président Amadou Toumani Touré (ATT). Sanogo n'est pas candidat à la future élection présidentielle mais il représente une force qu'aucun candidat ne peut négliger, d'autant plus que tous misent sur l'armée pour asseoir leur pouvoir sur la population.

Les travailleurs n'ont aucun intérêt à se laisser entrainer dans cette surenchère nationaliste car c'est un piège destiné à les enfermer eux-mêmes. Les ennemis des travailleurs de Bamako ne sont pas à Kidal, à Gao ou à Tombouctou mais d'abord à Bamako. Ce sont ceux-là même qui les exploitent et les oppriment. S'il y a du chômage, si les salaires sont dérisoires et les conditions de travail inacceptables, si les prix des denrées sont trop élevés pour leur maigre pouvoir d'achat, ce n'est pas à Kidal qu'il faut chercher les responsables mais à Bamako. Si les caisses de l'Etat sont dilapidées, si la corruption est devenue une institution au pays, il faut d'abord s'en prendre à ceux qui dirigent l'Etat malien. Mais ceux qui détiennent le pouvoir à Bamako ne sont en réalité que des sous-fifres qui dépendent du bon vouloir de leurs maîtres de l'ancienne puissance coloniale.

Les travailleurs, quelle que soit leur origine ethnique, leur région d'origine ou la couleur de leur peau ont tous les mêmes intérêts.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.